

Est-ce la fin de l'énergie hydrolienne en France ?

En juillet, le désengagement de Naval Energies a secoué une filière où la France est en pointe. D'autres continuent pourtant à croire à la puissance des courants sous-marins.

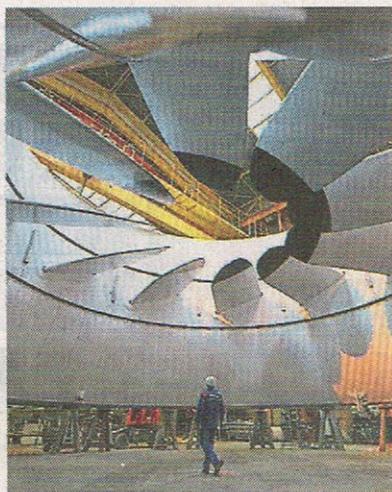
Enquête

En annonçant, le 25 juillet, l'arrêt de ses investissements dans l'hydrolien, Naval Energies a créé un fort émoi dans la filière hydrolienne française. D'autant que la décision de l'entreprise, qui avait déjà « investi plus de 250 millions d'euros » dans cette activité, fait suite à des propos peu encourageants de Nicolas Hulot, un mois plus tôt. Alors, est-ce la fin de l'hydrolien en France ?

« Trop cher »

« Nous avons analysé la façon dont le marché des énergies renouvelables évolue, justifie le président de Naval Energies. Et nous avons estimé que le prix de revient de l'électricité hydrolienne, même mature, ne descendra pas en dessous de 150 €/MWh. » À comparer avec les 50 à 60 € par mégawattheure dont s'approchent les technologies éoliennes et photovoltaïques.

Selon Laurent Schneider-Mau-



L'hydrolienne de Naval Energies.

noury, les différents pays concernés par le potentiel hydrolien ont la même analyse : « Trop cher pour l'Indonésie et le Chili, non prioritaire au Royaume-Uni... Même le Japon a reporté ses projets. » Une analyse que ne partagent pourtant

pas les autres acteurs de la filière.

« À partir de 1 000 MW installés, on pourrait baisser les prix entre 100 et 150 €/MWh, plaide Marion Letry du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Encore faut-il que l'État soutienne les projets de fermes pilotes et lance les appels d'offres. » Pour la déléguée générale adjointe du SER, « il y a déjà eu des engagements importants et il serait dommage de s'arrêter là ».

« Un faux débat »

Même discours en Normandie où Benoît Arrivé, premier vice-président de l'agglomération du Cotentin, affirme que la frilosité du gouvernement, appuyée par un rapport commandé à l'Ademe, repose sur « un raisonnement purement financier ». Comme le vice-président de la région Hubert Dejean de la Bâtie, il continue à croire au potentiel hydrolien du raz Blanchard, au large du cap de La Hague, et aux capacités de « la base industrielle et techno-

logique » qui s'est constituée localement. « Le coût de revient est un faux débat. Des impacts positifs sur le long terme n'ont pas été chiffrés par Bercy ou l'Ademe », estime aussi Valérie Nouvel. Confortée par la feuille de route du forum européen pour l'énergie de l'océan (Ocean Energy Forum), la conseillère départementale de la Manche est persuadée qu'avec « Hydroquest et les CMN », le Cotentin a encore des atouts à jouer : « Le site du Raz Blanchard abandonné par Naval Energies intéresse désormais des acteurs étrangers », affirme-t-elle.

L'arrivée de François de Rugy au ministère de la Transition écologique changera-t-elle la donne ? Le remplaçant de Nicolas Hulot, doté d'un budget « en forte augmentation », a annoncé ne pas vouloir faire moins que son prédécesseur. Verdict avec la Programmation pluriannuelle pour l'énergie (PPE) dont la présentation vient d'être reportée à fin octobre.

Stéphane GALLOIS.

Hydrolien : les ambitions mondiales des industriels français

Les projets hydroliens des industriels français

En France

Nombre d'hydroliennes

L'hydrolienne Sabella immergée dans le courant du Fromveur entre les îles d'Ouessant et Molène



Ailleurs dans le monde

Source : Syndicat des énergies renouvelables.

Les études les plus récentes concordent : le potentiel hydrolien mondial serait de l'ordre de 100 GW, « soit l'équivalent de soixante-trois réacteurs nucléaires moyens ». Et son exploitation « devrait décoller dans les années à venir avec 2,4 GW à l'horizon 2030 dont 93 % en Europe ». Le dernier rapport commandé par l'Europe (DG Mare) estime qu'à cette date, le prix de revient devrait être de l'ordre de 100 €/MWh.

En France, le potentiel total, un des plus importants du globe, est estimé à 3 GW. Les industriels du secteur, qui « ont revu leurs ambitions à la

baisse », souhaitent pour s'élancer des appels d'offres à hauteur de 150 à 250 MW avant 2023 suivis, en fonction du retour d'expérience, de nouveaux appels à projet avant 2028.

Des projets en Bretagne

Aujourd'hui, le système le plus avancé est celui du brestois Guinard Energies. C'est aussi le plus léger puisqu'il s'agit de petites turbines carénées de 3,5 kW et 66 cm de diamètre. Une version de 20 kW et 1,5 m de diamètre est en développement. Elle doit être installée en rivière d'Étel (Morbihan) dans les prochains mois. D'autres projets sont en cours

de réalisation à Madagascar et en Guyane.

Plus ambitieux est le projet de Sabella. L'entreprise de Quimper s'apprête à réimmerger sa génératrice de 10 m de diamètre dans le courant du Fromveur, au large de la Bretagne, pour trois ans, tout en fournissant de l'énergie à l'île d'Ouessant (Finistère). Elle a aussi en projet un ensemble de trois hydroliennes de 500 kW pour alimenter une île aux Philippines.

Que devient OpenHydro ?

Enfin, HydroQuest, dans l'Isère, se différencie avec des machines constituées de rotors horizontaux

et réalisées par les Constructions mécaniques de Normandie (Cherbourg). Après plusieurs projets fluviaux d'ampleur croissante, l'entreprise travaille à présent sur un démonstrateur marin de 1 MW (quatre rotors de 10 m de diamètre) qui doit être immergé sur le site de Paimpol-Bréhat (Côtes-d'Armor).

Reste à savoir ce qu'il adviendra de Naval Energies et de sa filiale irlandaise OpenHydro. Leur hydrolienne géante de 2 MW (16 m de diamètre) a été installée et connectée en juillet en baie de Fundy au Canada. Et une seconde était prévue...

S. G.